

© THE QUEEN'S PRINTER FOR  
ONTARIO  
2000

REPRODUCED WITH PERMISSION

---

L'IMPRIMEUR DE LA REINE POUR  
L'ONTARIO

REPRODUIT AVEC PERMISSION

**micromedia**  
a division of IHS Canada

20 Victoria Street  
Toronto, Ontario M5C 2N8  
Tel.: (416) 362-5211  
Toll Free: 1-800-387-2689  
Fax: (416) 362-6161  
Email: [info@micromedia.on.ca](mailto:info@micromedia.on.ca)



Budgets équilibrés, avenir meilleur

# Budget de l'Ontario

# 2000



L'honorable Ernie Eves, c.r.  
Ministre des Finances  
**EXPOSÉ budgétaire**

**Présenté aux  
membres de l'Assemblée législative de l'Ontario  
par l'honorable Ernie Eves, c.r.  
ministre des Finances  
Le 2 mai 2000**

# 2000

## BUDGET DE L'ONTARIO

### FONDEMENTS DE LA PROSPÉRITÉ

Monsieur le Président, le budget est équilibré.

Des budgets équilibrés signifient un avenir meilleur pour tous les Ontariens et Ontariennes.

*« Jamais dans l'histoire de cette province un gouvernement n'avait pu, après cinq années au pouvoir, dire que tout était payé et que la dette nette avait été réduite. »*

Voilà les paroles qu'a prononcées le premier ministre de l'Ontario Leslie Frost dans le discours du budget équilibré de 1948. À l'aube du cinquième anniversaire de notre arrivée au pouvoir, je suis fier de dire que le budget est de nouveau équilibré et que la dette nette a été réduite.

Les Ontariennes et Ontariens ont cru, en juin 1995, que nous pourrions équilibrer le budget, en dépit d'un déficit prévu de 11,3 milliards de dollars.

Les Ontariennes et Ontariens ont cru que nous pourrions équilibrer le budget alors que le gouvernement dépensait, chaque heure, 1 million de dollars de plus que ce qu'il percevait.

Les Ontariennes et Ontariens ont cru que nous pourrions équilibrer le budget après une période de dix ans où les impôts, les dépenses et les emprunts ont freiné le potentiel de croissance de l'Ontario, éliminé des emplois et miné notre santé économique.

Le présent budget est important non seulement pour notre gouvernement, mais pour tous les Ontariens et Ontariennes. Il est plus que le simple témoin de nos réussites. Il établit le cadre d'un avenir meilleur, un avenir où l'Ontario pourra profiter de nouvelles occasions et relever de nouveaux défis.

J'aimerais remercier mon ami le premier ministre, Mike Harris, pour la vision et le leadership qu'il a démontrés. Sa détermination à renouveler la prospérité de l'Ontario m'a inspiré.

J'aimerais également remercier les membres de l'Assemblée législative et mes collègues du Conseil des ministres dont les conseils ont été fort utiles.

Monsieur le Président, le budget demande beaucoup de travail chaque année. Sans l'aide et le soutien de mon sous-ministre, M. Bryne Purchase, de mon chef de cabinet, M. Jeff Bangs, et de tout le personnel du ministère des Finances, ce ne serait pas possible. J'apprécie les efforts inépuisables que toute l'équipe a déployés au cours des derniers mois.

# 2000

## BUDGET DE L'ONTARIO

---

Quand je pense à ma fille Natalie, je comprends pourquoi je suis entré dans la vie publique.

Je crois, Monsieur le Président, que nous sommes tous ici, quelle que soit notre allégeance politique, pour trouver des moyens de procurer un avenir meilleur aux jeunes de notre province.

Les Natalie d'aujourd'hui sont les leaders de demain.

Nous sommes ici, Monsieur le Président, pour assurer un avenir meilleur à tous les Ontariens et Ontariennes.

Et j'aimerais remercier les Ontariennes et Ontariens pour les idées qu'ils ne cessent de me donner, les suggestions qu'ils m'ont faites pendant les consultations prébudgétaires, et la confiance qu'ils nous témoignent et qu'ils placent dans notre capacité de remplir les promesses que nous leur avons faites.

Monsieur le Président, cette confiance rapporte beaucoup.

### Équilibrer le budget

Il y a un an, je déclarais à l'Assemblée législative que les conjoncturistes du secteur privé prévoyaient en moyenne une croissance économique de 3,8 % pour l'Ontario en 1999. Cette perspective nous réjouissait, Monsieur le Président, et nous savions que les 99 réductions d'impôts que nous avions mises en œuvre joueraient un rôle important dans la croissance économique.

Ce que nous ignorions à ce moment-là c'est de quel ordre serait cette croissance.

Ce sont les Ontariennes et Ontariens qui nous l'ont appris.

Ce sont eux qui ont créé 198 000 emplois dans la province l'an dernier seulement. En fait, Monsieur le Président, nous avons obtenu des résultats records pour l'Ontario en matière de création d'emplois au cours de deux années consécutives.

Ce sont eux qui ont dépensé plus d'argent pour des maisons, des voitures, des meubles, des ordinateurs, des vêtements, des appareils électroménagers et des films, toute une gamme de produits et de services qui assurent la vigueur de l'économie.

*« Nous nous sommes engagés à équilibrer le budget au cours de l'exercice 2000-2001. »*

**—Exposé budgétaire, Budget de l'Ontario 1996**

# 2000

## BUDGET DE L'ONTARIO

Le résultat final, Monsieur le Président, c'est qu'en 1999, la croissance économique de l'Ontario a été supérieure de 50 % au taux de 3,8 % prévu par les spécialistes du secteur privé.

En réalité, c'est une croissance économique réelle de 5,7 % qu'a affichée l'Ontario en 1999.

L'économie de l'Ontario a progressé plus rapidement que celle des États-Unis.

L'économie de l'Ontario a progressé plus rapidement que celle du reste du Canada.

L'économie de l'Ontario a progressé plus rapidement que celle de tous les pays industrialisés du G-7.

Cette croissance est plus qu'un simple chiffre dans un plan économique, Monsieur le Président, elle s'est fait sentir dans chaque région de l'Ontario.

Elle s'est fait sentir :

Chez les travailleurs de l'automobile de Windsor.

Chez les travailleurs de la haute technologie d'Ottawa.

Chez les travailleurs de la construction de Mississauga.

Chez les travailleurs des pâtes et papiers de Fort Frances.

Pour paraphraser Leslie Frost,

*« Pensons en termes non pas de valeur monétaire, de colonnes de chiffres, de décimales et de statistiques, mais plutôt en termes de valeur humaine, de personnes, de développement... »*

Monsieur le Président, ce sont là les repères à partir desquels notre gouvernement mesure les progrès de l'Ontario aujourd'hui.

Grâce à une augmentation du nombre de travailleurs, à une hausse des dépenses de consommation et à une croissance économique plus forte que prévu, nos recettes dépassent nos projections de 5,3 milliards de dollars. Ce n'est pas négligeable.

Lorsque nous avons déterminé la taille de notre excédent prévu pour la fin de 1999, nous avons pris des décisions visant à accélérer la mise en oeuvre de notre plan pour la population de l'Ontario.

*« Nous sommes heureux que le déficit ait été éliminé et que la croissance de l'emploi ait repris. »*

—David Surplis

**Président, Council of Ontario  
Construction Associations**

# 2000

## BUDGET DE L'ONTARIO

---

Nous avons investi dans la construction et la modernisation d'hôpitaux.

Nous avons investi dans l'expansion et le renouvellement de nos collèges et universités afin d'y assurer une place aux étudiantes et étudiants.

Et nous voulons rendre une partie de leur argent aux contribuables de l'Ontario.

Même après avoir pris toutes ces mesures, nous avons réalisé un excédent budgétaire de 654 millions de dollars lors du dernier exercice.

C'est donc dire que le budget a été équilibré en 1999-2000, soit un an plus tôt que prévu. Et il est équilibré encore cette année.

Deux budgets équilibrés coup sur coup.

Des budgets équilibrés pour un avenir meilleur.

*« Équilibrer le budget, éliminer le déficit et réduire la croissance de la dette ne constituent pas une fin en soi, mais plutôt des moyens de parvenir à notre fin. »*

**—Exposé budgétaire, Budget de l'Ontario 1996**

La dernière fois que l'Ontario a eu deux budgets équilibrés de suite c'était en 1942-1943 et en 1943-1944. C'était pendant la Deuxième Guerre mondiale, Monsieur le Président. Mackenzie King était le premier ministre du Canada.

Quatre-vingt pour cent des Ontariennes et Ontariens d'aujourd'hui n'étaient pas encore nés. *Casablanca* avait remporté l'Oscar du meilleur film.

Certes, je suis honoré d'être le premier ministre des Finances en plus de cinquante ans à annoncer deux budgets équilibrés de suite, mais je suis également fier de pouvoir établir la norme qui régira tous les futurs budgets de l'Ontario.

La *Loi de 1999 sur la protection des contribuables et l'équilibre budgétaire* que nous avons adoptée l'automne dernier fera en sorte qu'à partir d'aujourd'hui, les budgets équilibrés consécutifs deviendront la règle, non plus l'exception.

C'est une question d'équité, Monsieur le Président, parce que, comme nous l'avons toujours dit, les gouvernements n'ont pas d'argent. L'argent que nous dépensons appartient aux hommes et aux femmes qui travaillent dur pour élever leur famille et payer leurs impôts. Notre gouvernement comprend ce principe.

Nous ne le perdrons pas de vue lorsque nous nous attaquerons au fardeau de la dette pour procurer aux futures générations d'Ontariennes et d'Ontariens un avenir plus sûr.



### S'attaquer à la dette

Monsieur le Président, je suis fier de vous annoncer que nous commençons à éliminer la dette phénoménale de l'Ontario.

L'excédent de 654 millions de dollars généré par la forte croissance économique que nous avons connue en 1999 a déjà été appliqué à la réduction de la dette.

Comme nous avons dépassé notre objectif budgétaire en 1999-2000, la dette nette était de 2,7 milliards de dollars inférieure aux projections du budget de l'an dernier.

Je suis très heureux d'annoncer que, dès le présent exercice, je double notre réserve, qui passe de 500 millions à 1 milliard de dollars par année.

Nous visons à réduire la dette d'au moins 5 milliards de dollars pendant le présent mandat, ce qui représente plus du double de la réduction promise, qui s'établissait à 2 milliards de dollars.

### INVESTIR DANS L'AVENIR

#### Investir dans les soins de santé pour les Ontariennes et Ontariens

Tout en nous employant à éliminer le déficit de l'Ontario et à nous attaquer à la dette, nous avons continué à augmenter nos investissements dans des domaines qui, de l'avis des Ontariennes et Ontariens, constituent des priorités.

Monsieur le Président, les soins de santé arrivent assurément au premier rang des priorités de la population de l'Ontario et de notre gouvernement.

Au cours de l'année passée seulement, nous avons investi 1,4 milliard de dollars de plus dans les soins de santé. Depuis notre arrivée au pouvoir, nous avons augmenté de 4,4 milliards de dollars les dépenses de fonctionnement dans le domaine de la santé.

Pendant ce temps, le gouvernement fédéral a réduit de 1,7 milliard de dollars les fonds affectés au programme qui soutient les soins de santé. En plus de compenser pour la réduction fédérale, qui s'élevait à 1,7 milliard de dollars, nous avons accru de 4,4 milliards de dollars nos propres dépenses au chapitre de la santé, pour un total de 6,1 milliards de dollars.

*« Nous félicitons le gouvernement d'avoir déposé le projet de loi 7 qui prévoit l'équilibre budgétaire et nous l'encourageons à continuer d'équilibrer les budgets, notamment celui de 2000 qui sera déposé ce printemps. »*

—Joanne McGovern

**Directrice des questions fiscales,  
Alliance des manufacturiers et des  
exportateurs du Canada, Ontario**



# 2000

## BUDGET DE L'ONTARIO

*« La priorité qu'accorde notre gouvernement à un système de santé total signifie que non seulement nous avons maintenu nos dépenses au chapitre de la santé, [...] nous avons fait passer le financement des programmes à un niveau record. »*

**—Exposé budgétaire, Budget de l'Ontario 1997**

À l'avenir, nous espérons que le gouvernement fédéral prendra les bonnes décisions. Qu'il deviendra un véritable partenaire dans le système de santé pour le bien-être de la population ontarienne et de l'ensemble des habitants du pays. Qu'en plus de rétablir les montants des réductions budgétaires, il deviendra un partenaire véritable dans un nouveau système de santé novateur et restructuré.

En 1995, nous avons promis de consacrer au moins 17,4 milliards de dollars par an aux soins de santé pendant la durée de notre mandat.

En 1995-1996, nous avons investi 17,6 milliards de dollars.

En 1996-1997, nous avons investi 17,8 milliards de dollars.

En 1997-1998, nous avons investi 18,3 milliards de dollars.

En 1998-1999, nous avons investi 18,9 milliards de dollars.

En 1999-2000, nous avons investi 20,6 milliards de dollars.

La forte croissance économique de l'Ontario nous permettra d'investir 22 milliards de dollars dans les soins de santé des Ontariennes et Ontariens cette année.

Il y a seulement un an, nous avons promis d'investir 22,7 milliards de dollars dans les soins de santé d'ici 2003-2004, et nous atteindrons cet objectif d'ici l'an prochain, Monsieur le Président, soit deux ans avant que la date que nous nous étions fixée.

Les dépenses du gouvernement ne constituent pas le seul critère qui permette de déterminer si nous avons de bons soins de santé. Pour maintenir la qualité des soins offerts à la population ontarienne, il faut restructurer le système de prestation des services de santé de manière à suivre l'évolution de la technologie et à relever les défis que posent la croissance démographique et le vieillissement de la population.

Il faut investir aux bons endroits. Nos partenariats innovateurs avec le secteur privé dans le cadre de l'initiative SuperCroissance signifient que les investissements dans les priorités de l'Ontario en matière de services de santé sont plus substantiels et plus judicieux que les investissements que tout gouvernement, quel qu'il soit, pourrait effectuer en faisant cavalier seul.

Monsieur le Président, grâce à notre croissance économique en 1999, nous avons investi un montant additionnel de 1 milliard de dollars dans les hôpitaux afin d'accélérer la restructuration des immobilisations. Cette somme a été rehaussée par les contributions de nos partenaires dans le cadre de l'initiative SuperCroissance, ce qui porte à 1,5 milliard de dollars le total des investissements effectués l'an dernier pour moderniser les hôpitaux ontariens et fournir de l'équipement amélioré.

Ces montants s'ajoutent aux 340 millions de dollars que le gouvernement a déjà investis.

La réforme des soins primaires est essentielle pour nos objectifs touchant l'avenir du système de santé. Le système de santé de demain devra être accessible, intégré et fiable, et offrir à sa clientèle des soins de santé complets, 24 heures sur 24, sept jours sur sept.

Notre gouvernement est au premier rang de la réforme du système de soins primaires. Nous avons comme objectif de travailler en collaboration avec la profession médicale de l'Ontario afin que 80 % des généralistes admissibles exercent dans des réseaux de soins primaires au cours des quatre prochaines années.

Depuis 1995, le ministère de la Santé a élaboré des projets pilotes touchant les soins primaires dans sept localités, avec les conseils et l'aide de l'Ontario Medical Association.

J'annonce aujourd'hui que nous dépenserons 150 millions de dollars à compter de l'an prochain afin de fournir de nouveaux systèmes d'information qui appuieront la transition vers les réseaux de soins primaires.

En outre, nous affecterons 100 millions de dollars au cours des quatre prochaines années pour élargir notre système de soins primaires.

Nous améliorerons les soins aux malades au moyen d'une affectation de 110 millions de dollars en vue d'améliorer la supervision médicale des soins à domicile ainsi que les soins psychiatriques.

Nous accroîtrons de 54 millions de dollars le financement annuel des programmes prioritaires tels que les soins aux personnes atteintes d'un cancer, d'insuffisance rénale chronique au stade ultime ou de cardiopathie.

Nous créons également un Fonds de gestion du système de santé doté de 180 millions de dollars et nous affectons la somme de 75 millions de dollars pour que les médecins des centres hospitaliers universitaires passent à d'autres modes de paiement.

En juillet 1999, notre gouvernement a inauguré un service de conseils téléphoniques sur la santé dans le Nord de l'Ontario. Télésanté, un service sans frais d'interurbain, permet de communiquer avec des infirmiers et infirmières de triage chevronnés qui fournissent des conseils médicaux, des renseignements et des aiguillages.

Nous donnons maintenant de l'expansion à ce service valable en l'offrant dans la région du grand Toronto, et nous l'offrirons à l'échelle de tout l'Ontario à une date ultérieure.

*« Dans le cadre de son plan de restructuration, votre gouvernement a réinvesti des sommes fort nécessaires dans les services communautaires de l'Ontario et vous avez mis en oeuvre des politiques qui ont favorisé une plus grande équité pour tous les Ontariens et Ontariennes en ce qui concerne le financement, l'accès et la responsabilisation du secteur des soins de longue durée. »*

**—Vida Vaitonis**

**Directeur exécutif, Ontario Long Term Care Association**

# 2000

## BUDGET DE L'ONTARIO

---

Nous prenons des mesures pour améliorer l'accès aux services des médecins, en particulier en milieu rural. Nous fournirons 4 millions de dollars pour offrir la scolarité gratuite aux étudiants et étudiantes en médecine qui s'engageront à aller exercer en milieu rural ou dans le Nord après l'obtention de leur diplôme. Nous nous efforcerons de participer avec les collectivités au recrutement de médecins dans les régions où les services sont insuffisants.

J'annonce également aujourd'hui que nous mettrons en oeuvre les recommandations du D<sup>r</sup> Robert McKendry afin d'augmenter le nombre d'admissions dans les facultés de médecine.

Comme le premier ministre Harris l'a toujours dit, nous procédons à une réforme importante de notre système de santé afin qu'il réponde aux besoins actuels et futurs de la population ontarienne.

Nous accroissons de façon spectaculaire nos dépenses au chapitre de la santé.

Nous invitons le gouvernement fédéral à participer à la réforme du système en Ontario et à l'échelle du pays et à finalement devenir un partenaire égal dans l'avenir des soins de santé.

Le D<sup>r</sup> Cal Stiller, président du Fonds de découvertes médicales canadiennes, a déclaré que :

*« La création du Fonds [ontarien d'encouragement à la recherche-développement] marque une façon nouvelle, basée sur la concurrence, de financer la recherche. »*

**—Exposé budgétaire, Budget de l'Ontario 1997**

*« La création du Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement et du Fonds ontarien pour l'innovation est à l'origine d'une nouvelle ère d'exploration et d'enthousiasme dans les milieux privés et publics de la recherche ici même en Ontario. Ces investissements permettent pour la première fois à la province de livrer concurrence à l'échelle internationale et nous en aurons des retombées positives pendant des années. »*

Les milieux de recherche médicale situés sur l'avenue University à Toronto seulement représentent à eux seuls l'une des plus fortes concentrations de recherches médicales en Amérique du Nord.

Dans le budget de l'an dernier, j'ai annoncé la création du Fonds ontarien pour l'innovation, doté de 250 millions de dollars. Le Fonds vise à fournir un financement de contrepartie aux collèges, aux universités, aux hôpitaux et aux instituts de recherche de l'Ontario pour des laboratoires, de l'équipement de haute technologie et d'autres infrastructures de recherche. Pendant sa première année d'existence, le Fonds a permis d'approuver plus de 161 millions de dollars en financement de contrepartie pour 120 projets.

# 2000

## BUDGET DE L'ONTARIO

J'annonce aujourd'hui que nous triplons le budget du Fonds grâce à une affectation supplémentaire de 500 millions de dollars pour l'infrastructure de recherche, notamment en cancérologie.

Monsieur le Président, peu de familles en Ontario ont été épargnées par la tragédie de perdre un être cher ou un ami atteint de cancer. Voilà pourquoi j'annonce également que nous doublons le montant consacré au Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement. Le Fonds sera maintenant doté de 100 millions de dollars.

J'ai demandé au Dr Stiller de diriger une équipe chargée d'examiner la meilleure façon de conjuguer les efforts pour la lutte contre le cancer et de présenter un rapport à ce sujet.

Le cancer du sein et le cancer de la prostate comptent parmi les cancers qui font le plus de victimes chez les femmes et les hommes au Canada.

Grâce à l'énergie et au savoir-faire de notre communauté de chercheurs, nous pourrions faire une différence véritable dans la vie des Ontariennes et Ontariens pendant des générations à venir.

Les accidents cérébrovasculaires (ACV) font 20 000 victimes en Ontario chaque année et sont la principale cause des handicaps neurologiques chez les adultes. Cependant, de nouveaux traitements ayant le potentiel de sauver des vies permettent de réduire les décès causés par les ACV ainsi que les séquelles qu'ils laissent.

Nous proposons de verser de nouveaux fonds de 30 millions de dollars en vue de la participation de la province à la stratégie canadienne de prévention des accidents cérébrovasculaires. Ensemble, nous élaborerons un plan complet de prévention et de traitement des ACV et de réadaptation des victimes de cette maladie.

Monsieur le Président, dans le cadre de l'engagement de notre gouvernement à l'égard de services à la clientèle de première qualité et d'une responsabilisation accrue en matière de soins de santé, nous affecterons 10 millions de dollars à la déclaration des droits des malades.

De plus, le financement des hôpitaux sera directement lié à la manière dont ils fournissent les services auxquels notre population attache le plus d'importance. Nos constatations seront publiées par l'entremise de fiches de rendement des hôpitaux.

*« La création du Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement et du Fonds ontarien pour l'innovation est à l'origine d'une nouvelle ère d'exploration et d'enthousiasme dans les milieux privés et publics de la recherche ici même en Ontario. »*

—Dr Cal Stiller

**Président, Fonds de découvertes  
médicales canadiennes**

*« Nous engageons judicieusement nos dépenses dans d'autres secteurs de la santé. Il importe en effet d'apporter certains changements pour servir une population vieillissante et pour mettre de nouvelles technologies à la disposition des personnes qui en ont besoin. »*

—Exposé budgétaire, Budget de l'Ontario 1996

## Investir dans les services de santé

- Investissement de 1 milliard de dollars dans les hôpitaux, afin d'accélérer les projets de restructuration des immobilisations
- 150 millions de dollars pour des nouveaux systèmes d'information qui serviront à la transition vers des réseaux de soins primaires
- 100 millions de dollars sur quatre ans pour l'expansion des soins primaires
- 110 millions de dollars pour améliorer les services psychiatriques et la supervision médicale des soins à domicile
- 54 millions de dollars annuellement pour des programmes prioritaires comme les soins aux personnes atteintes d'un cancer, d'insuffisance rénale chronique au stade ultime ou de cardiopathie
- 180 millions de dollars pour le Système de gestion du système de santé
- 75 millions de dollars pour que les médecins des centres hospitaliers universitaires passent à d'autres modes de paiement
- 45 millions de dollars pour l'expansion de Télésanté
- 4 millions de dollars pour offrir la scolarité gratuite aux étudiants et étudiantes en médecine qui s'engageront à aller exercer dans une région rurale ou dans le Nord
- Augmentation du nombre de places dans les facultés de médecine
- Affectation supplémentaire de 500 millions de dollars pour tripler le budget du Fonds ontarien pour l'innovation afin d'améliorer l'infrastructure de recherche, notamment en cancérologie
- Affectation de 30 millions de dollars pour l'élaboration d'un plan complet de prévention et de traitement des ACV et de réadaptation des victimes de cette maladie
- 10 millions de dollars pour la déclaration des droits des malades
- Rattachement du financement des hôpitaux à leur rendement en matière de services
- 235 millions de dollars pour le secteur hospitalier, principalement pour des questions de transition liées à la poursuite de la restructuration des services de santé
- 21 millions de dollars sur trois ans pour des projets d'évaluation des méthodes de conservation du sang et des techniques d'intervention non hémorragique
- 10 millions de dollars sur deux ans pour le Programme d'intégration des services de santé
- Augmentation annuelle de 6 millions de dollars pour renforcer la détection des fraudes dans le système de santé, les enquêtes sur les fraudes et la poursuite des fraudeurs
- 3,5 millions de dollars pour la mise à niveau des compétences du personnel infirmier et des autres professionnels formés à l'étranger, en fonction des normes ontariennes
- 1 million de dollars afin d'offrir des traitements de la tuberculose aux personnes qui ne sont pas couvertes par un régime d'assurance médicale et afin d'acquérir les biens d'équipement nécessaires pour permettre au Michener Institute de doubler les effectifs de son programme de formation de technologues en imagerie par résonance magnétique
- Projets pilotes de réforme du système de réadaptation de l'Ontario
- Fonds annuels de 6 millions de dollars pour offrir des cours et une formation au personnel hospitalier appelé à travailler dans les services de néonatalité de niveau II



## Aider nos enfants à réaliser leur plein potentiel

Monsieur le Président, de tous les investissements que nous faisons aujourd'hui, aucun n'est aussi important pour l'avenir de la province que ceux que nous faisons dans l'enfance.

Voilà le genre d'investissements, Monsieur le Président, qui génèrent des bénéfices multiples pour tous les membres de la société.

Dans tous nos budgets, nous avons pris des mesures pour donner aux enfants de l'Ontario un bon départ dans la vie en leur assurant une solide éducation et en éliminant les obstacles pour faire en sorte que tous les enfants de la province puissent réaliser leur potentiel.

Cette année encore, nous élargissons les programmes de santé et de prévention de la maladie destinés aux enfants.

Nous améliorons le programme très apprécié des Services d'orthophonie pour les enfants d'âge préscolaire, nous instaurons un programme de dépistage des troubles de l'ouïe chez les tout-petits et investissons dans le traitement d'un nombre additionnel de 5 000 jeunes ayant des troubles de l'alimentation.

*« En tant que grand-mère de trois petits-enfants, je comprends parfaitement l'importance des premières années de vie et d'une intervention précoce auprès des enfants dans le besoin. Les mesures que prend l'Ontario feront une différence. »*

—Aenone Josselyn

### Investir dans la santé des enfants

- Investissement d'une somme additionnelle de 6 millions de dollars dans les Services d'orthophonie pour les enfants d'âge préscolaire afin d'en faire bénéficier les enfants de cinq ans
- 7 millions de dollars par année pour mettre en oeuvre un programme de dépistage des troubles de l'ouïe chez les tout-petits
- Augmentation annuelle de 7 millions de dollars pour les initiatives visant à lutter contre le problème croissant des troubles de l'alimentation
- 4 millions de dollars sur deux ans pour accélérer l'expansion du Electronic Child Health Network, ce qui porte à 11 millions de dollars la contribution totale de la province à ce projet
- 4 millions de dollars pour élaborer des orientations stratégiques pour la lutte contre l'asthme, portant sur la prévention, la sensibilisation, les directives cliniques, le traitement et le contrôle
- 2 millions de dollars de plus par année pour des programmes d'alimentation destinés aux enfants

L'Étude sur la petite enfance effectuée à la demande de notre gouvernement en 1998 indique clairement que les six premières années de la vie établissent les fondements de l'apprentissage, du comportement et de la santé.

Nous avons répondu à cette étude en adoptant un certain nombre des recommandations.

Monsieur le Président, nous lancerons au cours de l'automne, tel que promis, le Fonds d'aide au développement de la petite enfance, auquel nous affectons 30 millions de dollars.

Fort du succès des cinq projets pilotes réalisés l'an dernier, ce fonds aidera les parents et les collectivités à créer les ressources dont ils ont besoin pour accroître la capacité d'apprentissage de leurs enfants dès le premier âge.

De nombreux enfants qui apprennent à lire bénéficient d'initiatives leur offrant l'aide d'un personnel enseignant spécialisé, de cliniques de lecture et de programmes de lecture par jumelage.

Nous enrichirons ces programmes d'un investissement additionnel de 70 millions de dollars par année afin d'améliorer les compétences de lecture de nos jeunes élèves, de la maternelle à la 3<sup>e</sup> année.

Dans le cadre de notre engagement à l'égard de la qualité de l'éducation dès les premières années du palier élémentaire, nous affecterons une somme additionnelle de 101 millions de dollars par année pour réduire le nombre d'élèves par classe, de la maternelle à la 3<sup>e</sup> année.

Ma collègue Janet Ecker, ministre de l'Éducation, présentera ce printemps des mesures législatives visant à améliorer la qualité de l'éducation pour tous les élèves, y compris ceux de nos écoles secondaires.

Je suis particulièrement fier du fait que notre gouvernement a toujours accordé une grande valeur à l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants de l'Ontario. Comme vous le savez, Monsieur le Président, dans les budgets passés, j'ai annoncé un vaste éventail de mesures visant à ouvrir les portes aux jeunes ayant des besoins particuliers sur le plan de l'éducation afin de les aider à réaliser tout leur potentiel.

Nous avons également pris des mesures pour donner aux parents et aux familles un plus grand rôle dans les décisions concernant l'éducation de l'enfance en difficulté. Nous avons établi des plans d'apprentissage personnalisés pour chaque élève et des normes provinciales pour la prestation des programmes d'éducation de l'enfance en difficulté.

*« La préparation des enfants à l'avenir commence dès les premières années. »*

**—Exposé budgétaire, Budget de l'Ontario 1999**



On peut faire davantage, Monsieur le Président, et c'est ce que nous ferons.

Mon inspiration à cet égard vient du courage et de la détermination manifestés par mon défunt fils Justin, qui avait des difficultés d'apprentissage. Il y a des centaines de milliers de Justin dans le monde, Monsieur le Président, et ils méritent d'avoir la même chance que les autres dans la vie.

J'annonce un nouveau financement annuel de 70 millions de dollars pour l'éducation de l'enfance en difficulté. Cette aide financière permettra d'intervenir plus tôt et d'élargir les programmes destinés aux élèves ayant des troubles de la parole et du langage ou des difficultés d'apprentissage.

Elle servira aussi à augmenter le nombre d'enseignantes et d'enseignants spécialisés et de services professionnels de soutien.

Ce financement vient s'ajouter à l'investissement récemment annoncé par la ministre de l'Éducation et porte la hausse totale du financement destiné à l'éducation de l'enfance en difficulté à 140 millions de dollars pour la prochaine année scolaire.

Nous investissons également 4 millions de dollars dans des programmes visant à former des évaluateurs et évaluatrices capables de mesurer les aptitudes des jeunes élèves francophones et de dépister ceux ayant des difficultés d'apprentissage.

Je souhaite remercier M<sup>me</sup> Bette Stephenson, mon amie et la présidente du Groupe d'étude sur les programmes d'aide à l'apprentissage, d'avoir porté ce besoin à mon attention, et je la remercie aussi pour ses conseils dans le domaine de l'éducation de l'enfance en difficulté.

Par l'intermédiaire du ministère de la Santé, nous tenons aussi notre promesse d'élargir le financement visant à répondre aux besoins médicaux des élèves en difficulté afin d'inclure les élèves de toutes les écoles confessionnelles. Cette mesure éliminera les obstacles injustes qui se posent aux enfants ayant des troubles d'apprentissage qui veulent une éducation confessionnelle. Ce n'est qu'une question de justice, Monsieur le Président.

June Callwood, auteure connue et ardente militante en faveur de la justice sociale, a travaillé sans répit avec de nombreux organismes d'un bout à l'autre du Canada pour défendre la cause des enfants victimes de négligence et de mauvais traitements.

Elle m'a dit qu'elle est convaincue que l'Ontario peut jouer un rôle d'avant-garde dans ce mouvement. Je suis d'accord. J'annonce donc aujourd'hui des mesures pour continuer à s'attaquer aux enjeux importants touchant les enfants.

*« Le mauvais traitement et la négligence des enfants laissent des cicatrices que l'on porte avec soi longtemps pendant sa vie adulte. Je crois que les investissements faits dans les enfants aujourd'hui rapporteront beaucoup demain. Je suis heureuse que le gouvernement de l'Ontario prenne les devants dans ce domaine crucial. Même s'il reste encore beaucoup de choses à faire, l'Ontario a pris un pas important dans la bonne direction. »*

—June Callwood

Nous sommes bien conscients des circonstances propres aux travailleurs et travailleuses qui sont chefs de famille monoparentale, et c'est pourquoi je propose la création d'une prestation pour les parents seul soutien de famille dans le cadre du Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants.

Cette modification augmenterait la prestation annuelle maximale de 210 \$ par enfant de moins de sept ans vivant dans une famille monoparentale. Nous prévoyons que cette nouvelle prestation aidera 77 000 enfants dans la province.

L'Ontario est disposé à investir jusqu'à 50 millions de dollars en cinq ans dans le cadre d'un défi de 100 millions de dollars lancé au gouvernement fédéral pour l'inciter à se joindre à nous pour appuyer davantage les enfants de travailleurs et travailleuses à faible revenu qui sont chefs de famille monoparentale.

Nous demandons aussi au gouvernement fédéral de réduire les taux marginaux d'imposition réels élevés auxquels sont assujetties les familles à faible revenu.

Nous savons également que les parents seul soutien de famille qui ont des enfants handicapés font face à des obstacles exceptionnels et nous sommes déterminés à trouver des façons d'aider ces familles.

Dans les mois qui viennent, mes collègues, l'honorable Helen Johns, ministre déléguée aux Affaires des personnes handicapées, et l'honorable John Baird, ministre des Services sociaux et communautaires, présenteront leurs recommandations communes sur les mesures à prendre pour aider ces familles à vivre une meilleure vie.

Nous suivons aussi les conseils de June Callwood et établissons dans les écoles un programme de prévention et d'intervention de 5 millions de dollars pour aider le personnel enseignant à dépister les enfants qui risquent d'être victimes de négligence ou de mauvais traitements physiques ou affectifs, surtout les élèves du palier élémentaire.

En outre, Monsieur le Président, nous investirons les fonds additionnels reçus dans le cadre de la Prestation fiscale canadienne pour enfants dans de nombreuses initiatives qui viendront en aide aux enfants de l'Ontario.

*« Le gouvernement a pris  
l'engagement d'améliorer la santé  
et la sécurité des enfants  
en Ontario. »*

**—Exposé budgétaire, Budget  
de l'Ontario 1998**

## Investir dans les enfants et les jeunes

- Lancement du Fonds d'aide au développement de la petite enfance doté d'un budget de 30 millions de dollars
- Affectation annuelle de 70 millions de dollars pour améliorer les compétences de lecture des élèves de la maternelle à la 3<sup>e</sup> année
- Investissement annuel de 101 millions de dollars pour réduire le nombre moyen d'élèves par classe de la maternelle à la 3<sup>e</sup> année
- Augmentation de 140 millions de dollars du financement de l'éducation de l'enfance en difficulté pour la prochaine année scolaire
- Affectation de 4 millions de dollars pour former des évaluateurs et des évaluatrices capables de mesurer les aptitudes des jeunes élèves francophones et de dépister ceux ayant des difficultés d'apprentissage
- Augmentation du financement pour répondre aux besoins médicaux des élèves en difficulté dans toutes les écoles confessionnelles
- Augmentation pouvant atteindre 210 \$ par année de la prestation pour enfants âgés de moins de sept des familles monoparentales à faible revenu dans le cadre d'un défi de 100 millions de dollars lancé au gouvernement fédéral pour s'occuper des enfants des familles travailleuses à faible revenu
- Affectation de 5 millions de dollars par année pour mettre en oeuvre un programme scolaire de prévention et d'intervention afin d'aider le personnel enseignant à repérer les enfants qui sont susceptibles d'être victimes de négligence ou de mauvais traitements physiques ou affectifs, surtout les élèves du palier élémentaire
- Affectation de 6 millions de dollars sur trois ans à un Fonds d'aide aux sports communautaires pour encourager les jeunes de 6 à 16 ans des milieux défavorisés à participer à des activités sportives
- Affectation de 2 millions de dollars par année sur quatre ans pour élaborer et mettre en oeuvre des stratégies locales afin de faire face au problème de la prostitution des enfants
- Sensibilisation à l'importance de la petite enfance en aidant TVO/TFO à élaborer des ressources sur les bonnes pratiques parentales
- Établissement d'un Conseil consultatif des jeunes pour conseiller la ministre déléguée au dossier de l'Enfance

*« Les Ontariennes et les Ontariens peuvent être fiers des initiatives de leur gouvernement pour ouvrir les portes aux enfants ayant des difficultés d'apprentissage. La réussite de plus en plus grande de ces enfants au palier postsecondaire n'est qu'une des indications de leur valeur. »*

—Bette Stephenson

Présidente, Groupe d'étude sur les programmes d'aide à l'apprentissage

## Bâtir des collectivités solides dans chaque région

Les jeunes de l'Ontario méritent de profiter des mêmes possibilités, peu importe dans quelle collectivité et dans quelle région ils vivent.

C'est là, Monsieur le Président, que nos enfants jouent, étudient et grandissent.

Là où tous les Ontariens et toutes les Ontariennes vivent et travaillent.

À l'aube du nouveau siècle, notre gouvernement continue d'améliorer les collectivités de l'Ontario, grandes et petites, urbaines et rurales.

# BUDGET DE L'ONTARIO

*« En investissant dans les lieux où la population de l'Ontario vit et travaille, nous aidons les Ontariens et Ontariennes à améliorer leur existence et celle de leur famille. »*

**—Exposé budgétaire, Budget de l'Ontario 1999**

Des secteurs d'activité comme l'agriculture, le tourisme, l'industrie minière et la foresterie constituent des éléments cruciaux de l'économie ontarienne, particulièrement dans les régions du Nord et en milieu rural.

Les quelque 67 000 agriculteurs de l'Ontario et leurs familles sont un élément important du tissu socioéconomique de notre province. Notre gouvernement reconnaît cette contribution.

Grâce à l'intervention musclée de mon collègue l'honorable Ernie Hardeman, ils reçoivent finalement leur juste part des fonds fédéraux au titre de la protection du revenu, soit au moins 30 millions de dollars de plus.

Nous remplirons également notre engagement et verserons notre part de 40 %, ce qui portera le montant total des fonds de protection du revenu des agriculteurs à environ 230 millions de dollars par année.

Je suis heureux d'annoncer que nous proposons de convertir le programme de remise de la taxe de vente au détail sur les matériaux de construction agricole en une exemption de la taxe au point de vente.

C'est ce qu'avait demandé le Groupe de travail sur le renouveau économique des collectivités rurales.

Monsieur le Président, ce groupe de travail avait déterminé différents obstacles qui entravent la croissance économique des régions rurales de l'Ontario. Pour remédier à cette situation, nous établissons l'initiative Développement des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario, dotée d'un budget de 600 millions de dollars.

Dans le cadre de cette nouvelle mesure d'aménagement de nos collectivités rurales, 200 millions de dollars seront affectés au développement économique et 400 millions de dollars à l'infrastructure par l'entremise de l'initiative SuperCroissance.

Nous prenons cette mesure pour que les Ontariennes et Ontariens qui vivent dans les collectivités rurales et les petites localités de l'Ontario puissent eux aussi profiter de la forte croissance économique de la province. Nous donnons également suite aux demandes du Groupe de travail sur le renouveau économique des collectivités rurales en versant 300 millions de dollars sur cinq ans dans le cadre du renouvellement du mandat du Fonds du patrimoine du Nord de la province pour faire en sorte que les collectivités du Nord de l'Ontario participent pleinement à la forte croissance économique de l'Ontario. Nous doublerons ce montant pour le porter à 60 millions de dollars.

Lorsque nous avons pris le pouvoir, nous nous sommes engagés envers l'industrie minière à envisager un allègement fiscal pour ce secteur lorsque le budget serait équilibré. Aujourd'hui, je donne suite à cet engagement.

Je propose de réduire l'impôt sur l'exploitation minière de moitié pour le faire passer de 20 % à 10 % sur cinq ans.

Le gouvernement fédéral a raté l'occasion de reconnaître ce secteur crucial, mais notre gouvernement prend des mesures pour fournir un allègement fiscal. Monsieur le Président, je propose donc d'accroître les incitatifs fiscaux offerts aux acquéreurs d'actions accréditives. Nous défions le gouvernement fédéral de prendre les mesures qui s'imposent relativement à ce secteur d'activité.

Nous avons également l'intention de soustraire à l'impôt sur l'exploitation minière les nouvelles mines en régions éloignées pendant dix ans et nous générerons de nouveaux renseignements géoscientifiques pour favoriser l'exploration de nouvelles mines afin de créer des emplois dans le Nord de l'Ontario.

## Investir dans les collectivités rurales et du Nord

- Obtention de la juste part du financement fédéral au titre de la protection du revenu
- Conversion de la remise de la taxe de vente au détail sur les matériaux de construction agricole en une exemption de la taxe au point de vente
- 600 millions de dollars pour l'initiative Développement des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario
- 300 millions de dollars sur cinq ans au Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario
- Réduction de l'impôt sur l'exploitation minière pour le faire passer de 20 à 10 % sur cinq ans
- Augmentation des incitatifs fiscaux fournis aux acquéreurs d'actions accréditives
- Exemption de l'impôt sur l'exploitation minière pour les nouvelles mines en régions éloignées, pendant une période de dix ans
- Nouveaux renseignements géoscientifiques pour favoriser l'exploration de nouvelles mines
- 3 millions de dollars pour les technologies de pointe aux fins de l'exploration minérale
- 23 millions de dollars supplémentaires en 2000-2001 pour le transport scolaire, l'accent étant mis sur les régions rurales et le Nord de l'Ontario

*« Lorsque les collectivités auront la capacité de visualiser leur avenir et qu'elles disposeront des instruments nécessaires pour réaliser ce rêve, l'Ontario rural sera plus dynamique. »*

—Mary Smiley,

Directrice, Foundation  
for Rural Living

Outre les nouveaux investissements dans l'infrastructure pour les collectivités rurales et du Nord, j'annonce aujourd'hui le lancement de la nouvelle initiative SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire. Dans le cadre de cette initiative, une somme de 1 milliard de dollars sera investie sur cinq ans dans des partenariats entre le secteur public et le secteur privé relativement à des projets stratégiques liés à l'infrastructure aux fins de l'environnement et du développement économique des centres urbains de l'Ontario.



Nous indiquons également aujourd'hui qu'en réponse au rapport Fung, au demeurant fort novateur, le gouvernement de l'Ontario est disposé à faire sa part pour revitaliser le secteur riverain de Toronto et faire de la soumission de Toronto pour obtenir les Jeux olympiques de 2008 un franc succès.

Notre gouvernement reconnaît le rôle important que les sports, les loisirs, la culture et les attractions touristiques jouent dans le développement du tissu de notre province. Nous investirons donc 300 millions de dollars sur cinq ans dans l'initiative SuperCroissance - volet Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme afin de rénover les installations sportives, culturelles et touristiques locales de propriété publique et de développer les grandes attractions culturelles et touristiques.

*« En regroupant les dépenses d'infrastructure et en misant sur les partenariats, nous pourrons nous concentrer sur des investissements à la fois stratégiques et novateurs. »*

**—Exposé budgétaire, Budget de l'Ontario 1999**

Monsieur le Président, je suis heureux d'annoncer les premiers projets financés en vertu de cette initiative. Nous prévoyons faire une contribution de 15 millions de dollars au titre d'un nouveau projet de 30 millions de dollars au Centre des sciences de l'Ontario. Nous prévoyons également verser 2 millions de dollars pour le réaménagement du théâtre Avon de Stratford.

Nous dépensons 50 millions de dollars sur quatre ans, Monsieur le Président, pour promouvoir notre province et les possibilités de tourisme mondiale qu'elle offre.

L'an dernier, nous avons investi un montant record dans les routes qui relient nos collectivités. Aujourd'hui, j'annonce que nous dépenserons 1 milliard de dollars cette année pour le réseau routier de l'Ontario, un nouvel investissement record.

L'investissement dans l'infrastructure fait progresser l'Ontario, Monsieur le Président.

## Investir dans l'infrastructure et le développement communautaire

- 1 milliard de dollars sur cinq ans pour l'initiative SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire
- 300 millions de dollars sur cinq ans pour l'initiative SuperCroissance - volet Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme, y compris le projet du Centre des sciences de l'Ontario et le réaménagement du théâtre Avon de Stratford
- Ajout de 50 millions de dollars sur quatre ans pour soutenir le tourisme
- Engagement record de 1 milliard de dollars envers le réseau routier de l'Ontario en 2000-2001
- Augmentation de 25 millions de dollars du Fonds de dotation pour les arts sur trois ans

## Réduction des impôts fonciers

- Soutenir les collectivités en réduisant les impôts scolaires de plus de 1 milliard de dollars grâce à une baisse de plus de 500 millions de dollars de l'impôt scolaire sur les biens résidentiels et de plus de 500 millions de dollars de l'impôt scolaire sur les entreprises.
- La moitié de la réduction promise de l'impôt scolaire sur les biens résidentiels, soit 20 % sur cinq ans, a été mise en œuvre.
- En 1998, le gouvernement s'était engagé à réduire sur huit ans l'impôt scolaire sur les entreprises qui payaient plus que le taux moyen de 3,3 %. Jusqu'à maintenant, les impôts ont été réduits de presque 200 millions de dollars, soit 40 % de l'engagement total de plus de 500 millions de dollars.
- Dans les municipalités où l'impôt scolaire est supérieur à la moyenne, le gouvernement s'est engagé à ce que les réductions accélérées de l'impôt scolaire correspondent intégralement aux réductions de l'impôt municipal sur les entreprises.
- En 1999, pour faire écho aux réductions de l'impôt municipal, le gouvernement a accéléré la réduction de l'impôt scolaire sur les entreprises dans les municipalités de Brockville, Belleville et New Liskeard, ainsi que dans les régions de Hamilton-Wentworth et de Niagara.
- Pour les municipalités, le coût du remaniement des services locaux a diminué de 470 millions de dollars depuis mars 1998 grâce aux efforts municipaux et provinciaux. Il est important de faire en sorte que ces économies soient transférées aux propriétaires fonciers, leur fournissant du coup d'autres réductions des impôts fonciers

*« Pour que la croissance économique se poursuive en Ontario et que les entreprises ontariennes continuent d'être concurrentielles sur les marchés d'exportation, il faut d'abord apporter d'importantes améliorations au réseau routier. »*

—Bob Bradford

**Directeur exécutif, The Ontario Road Builders' Association**



# BUDGET DE L'ONTARIO

---

## Collectivités sûres

Nos collectivités doivent non seulement être solides, elles doivent aussi être sûres.

Lors de mes consultations prébudgétaires, j'ai rencontré des agents de la paix qui m'ont dit que nous devons faire plus pour protéger nos personnes âgées, lutter contre le crime organisé et réduire la criminalité chez les jeunes. J'aimerais les remercier pour leurs conseils. J'aimerais également leur répondre en faisant ce qu'ils nous ont demandé de faire.

C'est pourquoi nous établissons un programme permanent de partenariat pour les services de police communautaire doté d'un budget de 35 millions de dollars par année.

Nous fournissons 6 millions de dollars en fonds annuels pour établir trois nouvelles équipes de police spécialisées de la Police provinciale de l'Ontario qui seront déployées à l'échelle de la province.

La Brigade de répression de la criminalité informatique aura la capacité et l'expertise nécessaires pour faire face à la nouvelle menace des crimes technologiques.

La Brigade de protection des personnes âgées réprimera les activités criminelles qui ciblent les personnes âgées et collaborera avec elles pour prévenir leur victimisation.

L'Équipe spéciale de sécurité patrouillera intensivement sentiers de motoneige et voies navigables de l'Ontario pour assurer le respect de la loi.

Par ailleurs, nous voulons accroître la lutte contre le crime organisé par le déploiement stratégique des corps policiers conjugués contre le crime organisé auxquels peuvent avoir recours la police et les poursuivants.

Nous misons sur notre approche novatrice pour faire face à la criminalité chez les jeunes en élargissant les programmes existants de lutte contre le crime et la violence chez les jeunes, Monsieur le Président. Au cours des deux prochaines années, nous envisageons de tripler le nombre de lieux où sera offert le projet pilote des comités de justice pour la jeunesse afin de les faire passer de 6 à 18.

La Probation Officers' Association of Ontario m'a dit que nous avons besoin de plus d'agents de probation et de libération conditionnelle supplémentaires pour améliorer la sécurité de nos collectivités. Monsieur le Président, j'annonce l'ajout de 165 agents de probation et de libération conditionnelle qui feront une surveillance plus intensive et plus fréquente des contrevenants et aideront à restreindre les déplacements des contrevenants qui purgent leur sentence dans la collectivité.

*« Un des objectifs prioritaires de notre plan est de rendre les collectivités plus sûres et d'enrayer le crime. »*

**—Exposé budgétaire, Budget de l'Ontario 1997**

Cette mesure s'inscrit dans notre modèle de discipline stricte pour les services correctionnels en milieu communautaire doté d'un budget de 18 millions de dollars.

Monsieur le Président, notre gouvernement continue de dire qu'il est du côté des victimes d'actes criminels. Nous avons l'intention de rendre permanent le Bureau consultatif pour les services aux victimes d'actes criminels. Ce bureau donnera des conseils au gouvernement sur l'établissement d'un cadre global régissant les services d'aide aux victimes.

Dans le budget de l'an dernier, nous avons doublé le nombre de tribunaux pour l'instruction des causes de violence conjugale. Cette année, nous versons des fonds supplémentaires pour en augmenter le nombre d'un autre 50 %. Pour offrir encore plus de soutien connexe, nous augmentons de 10 millions de dollars le financement annuel accordé aux programmes qui aident les femmes et les enfants victimes de violence familiale.

*« Avec l'avènement des nouvelles technologies, les gouvernements devront prendre de sérieuses mesures pour assurer la sécurité des collectivités et prévenir la criminalité. Ce gouvernement démontre son engagement envers les collectivités sûres et je le félicite pour ses efforts. »*

—Brian Adkin

**Président, Association de la Police provinciale de l'Ontario**

## Investir dans les collectivités sûres

- Rendre permanent le programme de partenariat pour les services de police communautaire et en augmenter le financement pour le porter à 35 millions de dollars
- 2 millions de dollars annuellement pour créer une équipe spécialisée de la Police provinciale de l'Ontario pour faire face à la menace des crimes informatiques
- 2 millions de dollars annuellement pour établir une équipe spécialisée de la Police provinciale de l'Ontario pour réprimer le crime dirigé contre les personnes âgées
- 2 millions de dollars annuellement pour établir une équipe spécialisée de la Police provinciale de l'Ontario pour intensifier les patrouilles dans les sentiers de motoneige et sur les voies navigables
- 4 millions de dollars pour le déploiement stratégique de forces de police spécialisées et de ressources judiciaires qui s'attaqueront au crime organisé
- 3 millions de dollars pour étendre le projet pilote de comités de justice pour la jeunesse et améliorer les programmes de lutte contre la criminalité et la violence chez les jeunes
- Ajout de 165 agents de probation et de libération conditionnelle dans le cadre d'un nouveau modèle de discipline stricte pour les services correctionnels en milieu communautaire doté d'un budget de 18 millions de dollars
- 1 million de dollars pour l'établissement, de façon permanente, du Bureau consultatif pour les services aux victimes d'actes criminels
- 10 millions de dollars pour augmenter le nombre de tribunaux pour l'instruction des causes de violence conjugale
- 10 millions de dollars par année pour des programmes destinés aux enfants et aux femmes victimes de violence familiale
- 2 millions de dollars pour accroître le nombre de centres de visites surveillées
- 16 millions de dollars sur 4 ans pour moderniser les locaux et résoudre les problèmes de santé et de sécurité dans les détachements de la Police provinciale de l'Ontario, au Collège des pompiers de l'Ontario et au Bureau du coroner
- 6 millions de dollars pour aider les municipalités à adopter des initiatives technologiques pour le secteur de la justice

## Donner aux jeunes les outils de la réussite

Monsieur le Président, de nombreux débouchés s'ouvrent dans toutes les localités de la province. Nous devons nous assurer que nos jeunes y ont accès et leur permettre d'acquérir les compétences dont ils ont besoin pour en profiter. Il faut donc trouver de nouveaux moyens innovateurs d'établir des liens entre le secteur privé et les programmes d'enseignement postsecondaire et de formation.

Le collège St. Clair à Windsor met sur pied un nouveau département de technologie et d'ingénierie automobiles, avec la participation de DaimlerChrysler dans le cadre d'un partenariat de l'initiative SuperCroissance.

Pour DaimlerChrysler, l'appui accordé au collège en vue de la réalisation de cet objectif important représente un investissement non seulement dans l'infrastructure, mais aussi dans sa propre main-d'œuvre, celle d'aujourd'hui et celle de demain.

De même, au collège Durham, un partenariat entre sept organisations du secteur privé, dont GM et les Travailleurs et travailleuses canadien(ne)s de l'automobile, donne lieu à la création d'un nouveau centre de technologie de l'information et de la fabrication. Ces installations de pointe comprendront de nouveaux laboratoires, ateliers et salles de classe pour plus de 3 000 étudiants et étudiantes supplémentaires.

Monsieur le Président, un nouveau fonds d'innovation en apprentissage fournira une somme de 15 millions de dollars sur trois ans afin d'actualiser la formation en classe pour les programmes existants et de créer des débouchés dans les nouveaux métiers.

Bien que nous encourageons les partenariats semblables, nous améliorons aussi l'accès à l'éducation, de sorte qu'il y aura une place dans un collège ou une université pour chaque étudiante ou étudiant admissible qui souhaite poursuivre des études postsecondaires.

Monsieur le Président, j'ai le plaisir d'annoncer que nous avons affecté un montant supplémentaire de 286 millions de dollars à nos investissements dans le cadre de l'initiative SuperCroissance afin d'agrandir et de renouveler les installations de nos collèges et universités. Ces fonds permettront d'appuyer 24 projets d'immobilisations additionnels qui créeront des places pour 15 587 étudiants et étudiantes de plus.

Notre investissement total de 1 milliard de dollars dans le cadre de l'initiative SuperCroissance ainsi que les contributions de nos partenaires se traduiront par un investissement total de 1,8 milliard de dollars et la création de plus

*« [Notre plan] nous permettra de mettre de l'avant des mesures importantes en vue d'appuyer les étudiants des collèges et des universités et de maintenir leur accès à une éducation abordable. »*

**—Exposé budgétaire, Budget de l'Ontario 1998**

de 73 000 nouvelles places dans les collèges et universités de l'Ontario. Monsieur le Président, il s'agit de l'investissement de capitaux le plus considérable qui ait été fait dans notre système d'enseignement postsecondaire en plus de 30 ans.

Monsieur le Président, nous investissons également dans les compétences professionnelles. Nous investissons dans la jeunesse de l'Ontario.

## Investir dans les compétences professionnelles

- Affectation de 15 millions de dollars sur trois ans pour un nouveau fonds d'innovation en apprentissage afin de moderniser la formation en classe et de créer des débouchés dans de nouveaux métiers.
- Investissement supplémentaire de 286 millions de dollars, représentant un total de 1 milliard de dollars dans le cadre de l'initiative SuperCroissance, pour la création de 73 000 places dans les collèges et les universités de l'Ontario
- Nouvel incitatif fiscal pour la technologie éducative s'appliquant aux dons d'équipement et de technologie aux collèges et universités
- Élimination de la taxe de vente au détail sur tous les dons faits aux établissements d'enseignement
- 5 millions de dollars à TVO/TFO pour la conception d'un programme de formation en milieu de travail en partenariat avec le secteur privé
- Augmentation des exemptions relatives aux bourses et au travail pendant la période d'étude dans le cas des étudiantes et étudiants qui fréquentent un collège, une université ou une école de formation professionnelle et qui ont obtenu un prêt du RAFFO
- Augmentation de 100 % du financement du Régime travail-études de l'Ontario afin de permettre aux collèges et aux universités d'embaucher deux fois plus d'étudiants et étudiantes et d'aider les étudiants et étudiantes méritoires à terminer leurs études
- Augmentation de plus de 50 % du nombre de Bourses d'études supérieures de l'Ontario et hausse de la valeur de chaque bourse jusqu'à 15 000 \$

## Favoriser la recherche et l'innovation

Nous investissons dans de nouvelles technologies, favorisons les activités de recherche-développement et nous assurons que les entreprises peuvent compter sur des travailleurs possédant les compétences requises pour se mesurer aux meilleurs concurrents au monde.

Nous sommes déterminés à donner à notre jeunesse la liberté d'action et les outils qui lui permettront d'innover.

*« Notre relation avec le collège St. Clair tisse des liens qui profitent non seulement à DaimlerChrysler Canada, mais également à l'Ontario et à son économie dynamique. L'Ontario a besoin d'une main-d'œuvre hautement spécialisée et DaimlerChrysler a besoin de personnes diplômées des collèges communautaires qui sont productives en partant. »*

—Edwin H. Brust

Président et chef de la direction,  
DaimlerChrysler Canada Inc.

## Investissements dans les compétences pour demain

- 2 millions de dollars sur trois ans afin d'entreprendre la formation de femmes dans le secteur de la technologie de l'information
- 2 millions de dollars afin de donner de l'expansion au programme Initiative de formation des femmes aux métiers spécialisés, qui remporte un vif succès, pour qu'il offre un volet de préapprentissage dans le secteur des pièces d'automobiles
- 5 millions de dollars sur cinq ans pour des programmes communautaires et scolaires afin de sensibiliser les jeunes aux sciences et à la technologie
- 1,4 million de dollars afin d'étendre le Programme d'apprentissage pour les jeunes de l'Ontario, qui remporte un vif succès, à tous les conseils scolaires offrant des programmes d'enseignement secondaire

*« L'Ontario doit continuer à attirer et à retenir des travailleurs compétents et qualifiés pour conserver sa place parmi les chefs de file internationaux de l'industrie de la technologie de pointe. »*

**—Exposé budgétaire, Budget de l'Ontario 1999**

Un montant supplémentaire de 500 millions de dollars sera affecté au Fonds ontarien pour l'innovation, par l'entremise de l'initiative SuperCroissance, pour que nos établissements de recherche puissent aménager des laboratoires et se procurer l'équipement qui les placeront à la fine pointe de la recherche scientifique, technique et médicale.

Monsieur le Président, j'annonce aussi aujourd'hui la création d'un nouveau Fonds innovation-recherche afin de fournir plus de 30 millions de dollars par année aux collèges, universités et instituts de recherche. Cet argent servira aux frais généraux liés à la recherche financée par l'Ontario.

La province est disposée à assumer les coûts liés à ses propres recherches. Nous attendons du gouvernement fédéral qu'il en fasse autant et qu'il verse des fonds pour les coûts indirects liés aux recherches qu'il soutient lui-même.

Les investissements que notre gouvernement fait dans la recherche-développement en partenariat avec le secteur privé et les établissements d'enseignement postsecondaire de l'Ontario portent fruit et entraînent la création d'un certain nombre de sociétés formées pour profiter des retombées de la recherche.

Les nouvelles sociétés très actives dans la recherche-développement utilisent de plus en plus les options d'achat d'actions afin d'attirer et de retenir du personnel hautement qualifié. Notre gouvernement tient à mettre en place un régime fiscal compétitif afin d'aider les jeunes entreprises ontariennes à trouver et à retenir ces employés capables et créatifs.

Nous apporterons des mesures législatives pour que l'Ontario n'impose pas la première tranche de 100 000 \$ chaque année des avantages imposables liés aux options d'achat désignées et des gains en capital.

J'encourage le gouvernement fédéral à emboîter le pas et à adopter des mesures favorables pour ces entreprises novatrices et leurs employés.



Nous entendons exclure de l'assiette de l'impôt-santé des employeurs les options d'achat d'actions qui font partie des avantages sociaux des employés des sociétés très actives dans la recherche-développement.

Les industries ontariennes de la télévision et du cinéma forment un secteur de pointe qui a connu une croissance rapide au cours des cinq dernières années, et elles emploient maintenant plus de 10 000 personnes directement. Les dépenses de production de ce secteur en Ontario dépassent le milliard de dollars, Monsieur le Président.

Les modifications que nous proposons favoriseront la croissance de ces industries en améliorant l'efficacité de nos crédits d'impôt et en créant des incitatifs régionaux.

En outre, nous investirons 30 millions de dollars sur cinq ans pour établir la nouvelle Société ontarienne de développement des médias.

## Investir dans la recherche et l'innovation

- Affectation de 30 millions de dollars par année au nouveau Fonds innovation-recherche
- Exemption de l'impôt sur le revenu des particuliers de la première tranche de 100 000 \$ par année des avantages imposables que les employés en recherche tirent des options d'achat d'actions et des gains en capital réalisés à la vente de telles options
- Exclusion, de l'assiette de l'impôt-santé des employeurs, des avantages sociaux liés aux options d'achat d'actions des employés des sociétés très actives dans la recherche-développement
- Modification du crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne afin de le rendre moins complexe et plus efficace et proposition d'un nouvel incitatif régional 30 millions de dollars sur cinq ans pour la création de la Société ontarienne de développement des médias, qui assumera les fonctions de la Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne et l'administration des crédits d'impôt en remplacement du ministère des Affaires civiques, de la Culture et des Loisirs
- Élargissement du crédit d'impôt de l'Ontario pour l'enregistrement sonore
- Élargissement du crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques
- Amélioration du crédit d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition
- Augmentation de 100 % des affectations au Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement pour les porter à 100 millions de dollars
- Augmentation de 100 % des affectations annuelles aux Bourses du premier ministre pour l'excellence en recherche
- Réduction du taux d'imposition des recettes brutes des sociétés de téléphone et de télégraphe à 3 % pour 2000, à 2 % pour 2001, à 1 % pour 2002 et élimination de cet impôt en 2003
- Révision des dispositions législatives s'appliquant aux fonds communautaires d'investissement et aux fonds d'investissements des travailleurs pour faire en sorte que du capital de risque soit disponible

*« L'innovation représente plus que la création de nouvelles technologies ou applications. Ce qui importe surtout c'est d'établir une culture de l'innovation dans le cadre de laquelle le secteur public et le secteur privé collaborent naturellement pour réaliser de nouvelles découvertes qui sont utiles à tous. C'est justement ce que fait l'Ontario. »*

—Sheldon Levy

Président, Collège Sheridan

## Accroître la compétitivité et créer des emplois

Nous profitons d'un regain de la croissance et de la prospérité en Ontario et nous devons continuer à nous tourner vers l'avenir. Un plus grand nombre d'Ontariennes et Ontariens obtiennent un emploi aujourd'hui, mais nous devons nous assurer qu'il y aura des emplois pour nos enfants et les générations futures.

Si nous attirons de nouvelles entreprises innovatrices en Ontario et que nous accroissons la compétitivité des sociétés établies, nous pourrions créer encore plus de débouchés d'emploi pour demain et rehausser le niveau de vie de tous les Ontariens et Ontariennes. Les réductions de l'impôt sur les sociétés contribueront à la réalisation de cet objectif.

*« Plusieurs chefs de petites entreprises nous ont dit que d'autres réductions de leurs impôts les aideraient à créer un plus grand nombre d'emplois. »*

**—Exposé budgétaire, Budget de l'Ontario 1998**

Le groupe de travail préliminaire du Comité du milieu des affaires chargé de l'examen du système fiscal m'a remis des recommandations initiales quant aux moyens d'accroître l'équité fiscale et d'attirer des entreprises en Ontario. Le Comité continuera de se pencher sur d'autres moyens de créer davantage d'emplois par l'entremise de nos régimes d'imposition des particuliers et des entreprises et de fiscalité foncière.

Je prendrai connaissance de ses conseils avec intérêt. Cependant, notre gouvernement a décidé d'agir sans tarder.

À l'heure actuelle, le taux d'imposition général des sociétés s'élève à 15,5 % et le taux d'imposition des entreprises de fabrication et de transformation est de 13,5 %. Je propose une stratégie intégrée de réduction à 8 % du taux d'imposition général des sociétés ainsi que du taux d'imposition des entreprises de fabrication et de transformation, d'ici 2005.

Monsieur le Président, ce taux de 8 % sera le taux d'imposition général des sociétés le plus faible au Canada.

Lorsque notre programme de réduction de l'impôt aurait été complètement appliqué, les taux fédéral et provincial d'imposition des sociétés réunis seraient également plus de 10 points de pourcentage inférieurs au taux moyen des États américains des Grands Lacs, nos plus importants concurrents pour les entreprises et les emplois.

Je lance au gouvernement fédéral le défi d'appliquer des réductions d'impôt correspondant aux nôtres, ce qui nous permettrait de devenir le territoire le plus compétitif en Amérique du Nord.

Je propose de réduire davantage les taux d'imposition des petites entreprises en accélérant et en rehaussant le programme de réduction de l'impôt des petites entreprises. Ainsi, le taux d'imposition passerait de 8 % aujourd'hui à 4 % en 2005, ce qui en ferait le taux le plus faible au Canada.



En réponse à la demande de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, nous proposons également de porter à 400 000 \$, au cours des cinq prochaines années, le seuil de revenu admissible au taux minimal d'imposition des petites entreprises. Le seuil actuel est de 200 000 \$ et il n'a pas changé depuis près de 20 ans.

Lorsque cette mesure aurait été intégralement appliquée, la limite de revenu à partir de laquelle le taux des petites entreprises est éliminé serait de 1 million de dollars. Monsieur le Président, la mise à jour de ce seuil de revenu aidera plus de 7 500 petites entreprises ontariennes en croissance.

Afin de rendre les règles du jeu équitables, notre gouvernement propose que, à l'instar des autres particuliers qui travaillent à leur compte et qui peuvent choisir de constituer ou non leur entreprise en personne morale, le droit de se constituer en personne morale soit accordé à tous les membres des professions réglementées.

Des entreprises en plein essor, des dépenses de consommation à la hausse et la multiplication des débouchés. Voilà des indices qui témoignent d'un optimisme renouvelé dans notre province.

## Investir dans un environnement compétitif

- Réduction du taux général d'imposition des sociétés, qui passera de 15,5 % à 8 % d'ici 2005, en commençant par une réduction immédiate d'un point de pourcentage, suivie d'une autre réduction d'un demi-point le 1<sup>er</sup> janvier prochain
- Réduction du taux d'imposition des entreprises de fabrication et de transformation, qui passera de 13,5 % à 8 % d'ici 2005, en commençant par une réduction immédiate d'un point de pourcentage, suivie d'une autre réduction d'un demi-point le 1<sup>er</sup> janvier prochain
- Réduction du taux d'imposition des petites entreprises à 4 % d'ici 2005
- Augmentation du nombre de petites entreprises bénéficiant du taux d'imposition des petites entreprises de l'Ontario
- Droit accordé à tous les membres des professions réglementées qui travaillent à leur compte de constituer leur entreprise en personne morale
- Examen de la réglementation touchant les marchés financiers afin de s'assurer que ceux-ci satisfont à la demande des entrepreneurs et des entreprises en fait de capitaux
- Exemption des primes d'assurance-dépôts de la taxe de vente de l'Ontario pour les caisses populaires et les *credit unions*
- Fusion de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et de la Commission des services financiers de l'Ontario

*« Les efforts continus de votre gouvernement pour améliorer le climat commercial, réduire les impôts et stimuler l'activité économique en Ontario ont été fructueux. Félicitations. »*

—Faris Shammass

Directeur exécutif, Association canadienne de l'industrie des plastiques

## Rendre aux Ontariennes et Ontariens une partie de leur argent

Les preuves sont irréfutables, Monsieur le Président. Les réductions d'impôt créent bel et bien des emplois. Il s'est créé plus de 700 000 emplois depuis 1995.

Les 99 réductions d'impôt que nous avons appliquées jusqu'à maintenant favorisent la forte croissance économique de l'Ontario. Elles nous ont permis d'équilibrer nos finances un an avant la date cible et elles appuient des niveaux inégalés d'investissement dans les services prioritaires.

Monsieur le Président, j'ai le plaisir d'annoncer aujourd'hui que nous procédons à 67 réductions d'impôt supplémentaires, ce qui porte à 166 le nombre total de réductions d'impôt que nous avons effectuées au bénéfice de la population ontarienne depuis notre arrivée au pouvoir.

L'an dernier, nous avons promis de réduire le taux de l'impôt sur le revenu des particuliers de 20 % en cinq ans. Grâce aux mesures que je propose aujourd'hui, nous sommes en bonne voie de concrétiser cet engagement. Dans le budget de l'an prochain, nous appliquerons complètement notre réduction de 20 % du taux de l'impôt sur le revenu des particuliers, avant l'échéancier que nous avons établi.

J'annonce aujourd'hui notre intention de réduire de nouveau les impôts des Ontariennes et Ontariens à faible revenu, contrairement au gouvernement fédéral, qui a choisi de ne pas réduire le taux inférieur d'imposition du revenu.

L'Ontario réduira de 5 % le taux d'imposition inférieur. C'est une question d'équité et j'incite fortement le gouvernement fédéral à en faire autant.

Nous voulons également réduire le taux d'imposition pour les contribuables à revenu moyen afin de leur permettre aussi de garder une plus grande part de leur argent durement gagné.

Nous projetons de rétablir intégralement l'indexation du régime ontarien d'imposition du revenu des particuliers afin d'éliminer le glissement d'une tranche d'imposition à l'autre et de nous assurer que les contribuables ontariens ne paieront plus d'impôts plus élevés uniquement parce que leur revenu augmente au rythme de l'inflation.

Monsieur le Président, au cours des derniers mois, les coûts d'utilisation d'un véhicule ont suscité beaucoup d'intérêt en raison de l'augmentation des prix du carburant.

Au lieu de réduire les taxes sur l'essence, ce qui ne nous garantirait aucunement que les consommateurs en profiteraient, nous avons choisi d'appliquer une mesure présentant un avantage direct pour les consommateurs.

*« La réduction de l'impôt de l'Ontario signifie qu'un plus grand nombre de contribuables bénéficient d'un allègement fiscal. »*

**—Exposé budgétaire, Budget de l'Ontario 1998**

À compter de ce soir à minuit, nous réduirons d'un point de pourcentage par année la taxe de vente au détail prélevée sur l'assurance-automobile, jusqu'à son élimination complète.

Je propose également l'élimination progressive, au cours de la même période, de la taxe de vente prélevée sur les réparations et remplacements effectués sous garantie. À compter de ce soir à minuit, le taux serait réduit à 6 %.

Monsieur le Président, des personnes de tous les niveaux de revenu investissent dans l'espoir de réaliser des gains. L'imposition des gains en capital doit être équitable et raisonnable. Par conséquent, je propose qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, la proportion des gains assujettie à l'impôt soit réduite pour passer des deux tiers, comme l'envisage le gouvernement fédéral, à 50 % sur une période de quatre ans.

Monsieur le Président, nous lançons encore une fois au gouvernement fédéral le défi de *faire ce que doit*, c'est-à-dire d'administrer la réduction que nous avons effectuée pour les Ontariennes et Ontariens et d'appliquer lui aussi une réduction correspondante de son taux d'imposition des gains en capital.

Nous incitons également le gouvernement fédéral à agir rapidement, afin d'aider les Ontariennes et Ontariens dont la contribution à un régime enregistré d'épargne est limitée par le montant maximal admissible fixé par le gouvernement fédéral pour les cotisations non assujetties à l'impôt.

Nous savons que pour permettre aux Ontariennes et Ontariens de bien préparer leur retraite, le niveau de cotisation à un régime enregistré d'épargne retraite (REER) devrait être augmenté à 15 500 \$. Nous comprenons qu'il faudra pour cela compter sur la bonne volonté du gouvernement fédéral. Nous procéderions à un allègement de l'impôt de l'Ontario correspondant à toute augmentation que le gouvernement fédéral apportera au niveau maximal de cotisation à un REER.

Et, Monsieur le Président, nous prévoyons réaliser la mise en place complète l'an prochain d'un « régime d'imposition adapté aux besoins de l'Ontario ». Lorsque nous disposerons de notre propre régime d'imposition du revenu, nous entendons éliminer les surtaxes sur le revenu des particuliers.

Monsieur le Président, les réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers nous ont permis :

- d'équilibrer le budget et de commencer à réduire la dette;
- d'investir dans les services de santé;
- de procéder à des investissements pour les enfants de l'Ontario;
- d'investir dans nos collectivités;
- d'investir dans la recherche et l'innovation.

*« Nous favorisons l'approche que votre gouvernement a adoptée, à savoir une réduction progressive des impôts et une réduction du déficit. »*

—Catherine Swift

**Présidente et chef de la direction,  
Fédération canadienne  
de l'entreprise indépendante**

# BUDGET DE L'ONTARIO

---

Les réductions d'impôt ont apporté des avantages concrets en fortifiant l'économie et en favorisant la création d'emplois en Ontario. Je propose maintenant que les Ontariennes et Ontariens qui sont sur le marché du travail bénéficient d'une autre réduction d'impôt, sous forme d'un dividende – le dividende des contribuables.

J'annonce aujourd'hui mon intention de redonner un milliard de dollars aux contribuables de l'Ontario. En vertu de ce plan, chaque contribuable ontarien qui a payé l'impôt provincial sur son revenu l'an dernier touchera un dividende pouvant atteindre 200 \$.

*« En donnant aux Ontariens et Ontariennes [...] la possibilité de garder une part plus importante de l'argent qu'ils ont durement gagné, nous leur avons permis de dépenser davantage et d'investir davantage, ce qui a eu pour effet de stimuler notre économie et de créer des emplois. »*

—Exposé budgétaire, Budget de l'Ontario 1999

## Remboursements aux Ontariennes et Ontariens

- Réduction de 5 % du taux d'imposition inférieur du revenu des particuliers, qui passe à 6,20 %
- Réduction du taux d'imposition intermédiaire, qui passe de 10,01 % à 9,24 %
- Élimination du glissement d'une tranche d'imposition à l'autre par le rétablissement de l'indexation intégrale du régime ontarien d'imposition du revenu des particuliers
- Élimination de la taxe de vente au détail sur les primes d'assurance-automobile progressivement d'ici le 1<sup>er</sup> avril 2004
- Élimination progressive de la taxe de vente sur les réparations et remplacements effectués sous garantie
- Réduction de la proportion des gains en capital assujettie à l'impôt pour la faire passer de deux tiers à 50 % sur une période de quatre ans.
- Demande au gouvernement fédéral d'augmenter rapidement à 15 500 \$ le niveau maximal de cotisation à un REER
- Adoption permanente de la remise, jusqu'à concurrence de 2 000 \$, des droits de cession immobilière accordée aux accédants à la propriété qui achètent un logement neuf
- Dividende de 200 \$ versé à chaque contribuable ontarien qui a payé l'impôt provincial sur son revenu l'an dernier

### **VOTRE BUDGET, VOTRE AVENIR**

Monsieur le Président,

*« Les gouvernements doivent en tout temps guider la population et lui ouvrir le chemin. Dans une large mesure, le budget du gouvernement constitue la carte qui indique la voie à suivre. Un budget moderne n'est pas simplement un rapport comptable ou un hommage à la gestion financière. C'est un instrument qui offre des orientations sociales et économiques. Il est intimement lié à notre société et à notre économie. »*

C'était là le message du trésorier Charles McNaughton lorsqu'il a annoncé à l'Assemblée législative, en 1969, que le budget était équilibré. Ce message est toujours aussi vrai aujourd'hui, 31 ans plus tard.

Pour notre part, Monsieur le Président, nous avons indiqué le chemin en redéfinissant la façon dont le gouvernement doit se mettre au service de la population.

En reconnaissant que la prospérité n'est pas réalisée seulement pour la population ontarienne mais par la population ontarienne, par tous ceux et celles qui travaillent fort, qui créent des emplois et qui élèvent leur famille aux quatre coins de la province.

En s'assurant que tous ces gens peuvent garder une plus grande part de leur argent pour le dépenser, l'épargner ou l'investir dans les choses qu'ils veulent, pas celles que le gouvernement veut.

En s'assurant que les dollars des contribuables sont affectés aux services qui sont leurs priorités.

En trouvant des façons novatrices de bâtir nos hôpitaux, nos écoles, nos routes et nos collectivités.

Et en libérant nos enfants du fardeau de la dette, sans toutefois l'imposer lourdement aux contribuables d'aujourd'hui.

Ce budget montre clairement que la voie que nous avons ouverte est la bonne voie.

Des budgets équilibrés. Pour un avenir meilleur.

Merci, Monsieur le Président.





Pour de plus amples renseignements concernant le  
*Budget de l'Ontario 2000, Exposé budgétaire : Budgets équilibrés, avenir meilleur*  
prière de s'adresser au :

Ministère des Finances  
95, rue Grosvenor, Queen's Park  
Édifice Frost Nord, 3<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M7A 1Z1  
Téléphone : (416) 325-0333

On peut se procurer des exemplaires  
gratuits du présent document à :

Publications Ontario  
880, rue Bay, Toronto M7A 1N8  
Téléphone : (416) 326-5300

Commandes de l'extérieur :	1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) sans frais :	1 800 268-7095

ou en téléphonant au :

Ministère des Finances (demandes en français ou en anglais) :	1 800 337-7222
Téléimprimeur (ATS) :	1 800 263-7776

On peut aussi prendre connaissance des documents en consultant notre site Web, à  
l'adresse suivante :

<http://www.gov.on.ca/FIN/hmpage.html>

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2000

ISBN 0-7778-9561-7

Photo gracieusement fournies par J. Gabel.

The document *2000 Ontario Budget, Budget Speech: Balanced Budgets – Brighter Futures*  
is available in English.